



**COLLECTIVITE DE LA MARTINIQUE  
VILLE DE SCHOELCHER**

**ARRETE N° 116**

**Autorisant l'installation d'une grue, par l'entreprise B2C, pour le compte de la SIMAR, dans le cadre de la construction d'un immeuble de 24 logements (LLS)  
RUE THINE, PLATEAU FOFO**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6 et L 22121 et suivants et L 2122-22,

Vu la demande d'autorisation d'installation de grue en date du 27 mai 2025 réceptionné le 02 juin 2025, formulée par BATMENT CARAIBES CONSTRUCTION – B2C SARL,

Vu les fiches techniques et caractéristiques de la grue,

Vu le plan de situation,

Vu le plan d'installation de chantier avec implantation de la grue sur le projet,

Vu les Etudes de sols,

Vu les attestations d'assurance civile,

Vu les autorisations de conduite de grue + CACES du grutier,

Vu les consignes de sécurité à l'égard du grutier,

Vu le rapport de vérification,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** La B2C SARL ayant son siège au 16 rue Georges Eucharis, Lot Dillon Stade, 97200 FORT DE FRANCE bénéficie d'une autorisation d'installation de grue pour la construction d'un immeuble de 24 logements (LLS) située rue au 43, 45 rue Thine, quartier Plateau Fofu, sur le territoire de la commune de Schoelcher.

**Cette autorisation consistera :**

- à l'installation de grue sur un chantier pour la construction d'un immeuble de 24 logements (LLS), objet d'un permis de construire PC 972 229 21BR003 délivré le 17.05.2024, au profit de la SIMAR, représentée par M. GALY Jean-Luc,

**(SUITE ARRETE N°116)**

Le permissionnaire devra veiller au respect des dispositions suivantes.

- **Dans la mesure du possible, ne pas utiliser un engin disproportionné à l'importance du chantier.**
- **Si les aires d'évolution de deux ou plusieurs appareils se recoupent :**
- **La distance minimale entre deux fûts sera au moins égale à la longueur, augmentée de 2 mètres de la flèche qui par sa hauteur, serait susceptible de rencontrer le fût de l'autre appareil. - La distance verticale entre les éléments les plus élevés (crochet en position haute ou contrepoids de l'appareil le plus élevé) et les hauts de l'autre appareil sera au minimum de 2 mètres.**
- **Dans le cas où la flèche ou le contrepoids d'un appareil passera au-dessus d'une propriété bâtie, la partie la plus basse de l'un de ces éléments (crochet en position haute pour la flèche) devra survoler la partie la plus haute de l'immeuble d'au moins 2 mètres. Les charges ne doivent en aucun cas passer au-dessus de la voie publique ou d'une propriété voisine et l'autorisation est toujours accordée « sous réserve des droits des tiers».**
- **Les conditions d'implantation et de fonctionnement sont proposés par l'entreprise à la collectivité, qui pourra, dans le cadre de police générale, faire modifier l'implantation de la grue et interdire totalement le surplomb de la flèche du domaine public ou privé, s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité et à la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.**
- **Dans le cas d'une implantation de l'engin sur la voie publique, le pétitionnaire sera tenu de régler les droits d'occupation de voirie relatifs à l'emprise au sol ainsi qu'à l'aire d'évolution.**
- **Aucune charge ne doit être laissée au crochet pendant les heures de fermetures du chantier.**
- **L'entreprise devra signaler à la Ville tout incident qui pourrait intervenir sur le domaine public.**

**ARTICLE 2 :** Cette autorisation d'installation de grue devra être entreprise à compter de la notification du présent arrêté, pour une durée de dix (10) mois, soit fin avril 2026.

Les horaires de travail débuteront à 7h00 et s'achèveront au plus tard à 17h00.

L'entreprise devra s'assurer du bon fonctionnement du dispositif. Il devra veiller à ce que le survol de grue n'ait aucune incidence sur la circulation, les bâtiments et habitations à proximité ou les activités annexes.

**ARTICLE 3 :** Le permissionnaire se mettra en rapport avec les concessionnaires de réseaux publics de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisations souterraines dans l'emprise des travaux qu'il doit entreprendre.

Il sera seul responsable des dégâts causés aux canalisations existantes.

**ARTICLE 4 :** Lesdits travaux devront être installés de manière à ne pas faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux parcelles desservies par la voie et ce à toutes heures.

**ARTICLE 5 :** Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** La tranchée sera remise en état sous le contrôle des Services Techniques Communaux, le chantier devra être débarrassé de tous décombres et matériaux.

Le permissionnaire sera responsable de la tenue des travaux durant un (01) an, après l'achèvement. Toutes dégradations ou déformations de la chaussée et de ses abords éventuellement, imputables à ces travaux et intervenant dans l'année de garantie seront constatées par procès-verbal, notifié au permissionnaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postale.

Le permissionnaire sera tenu d'effectuer les réparations dans les 48 heures à compter de la réception du courrier recommandé.

Passé ce délai, les services municipaux auront le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par toute entreprise de leur choix, pour le compte et aux frais du permissionnaire défaillant.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Maire de la commune de Schoelcher,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Schoelcher,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Schoelcher,  
La Direction Générale des Services de la Ville,  
La Direction des Services Techniques de la Ville,  
La Direction Réseaux, Environnement & Développement Durable,  
La Responsable du Pôle Infrastructure, Aménagement du Territoire et Environnement de la Ville,  
La Direction des Affaires Juridiques de la Ville,  
La B2C SARL représentée M. Maxime BEROUDIAUX.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transcrit au registre des actes de l'exécutif de la Ville.

*Copie leur sera adressée*

**L'Elu délégué à l'Urbanisme**

Signé numériquement  
A : SCHOELCHER (97233), FR  
Le : 11/06/2025 à 6:56:18  
VILLE DE SCHOELCHER  
Délégué Urbanisme  
Noham BODARD